



Françoise Roche  
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T F 0153940753  
[FR41@wanadoo.fr](mailto:FR41@wanadoo.fr) / [snca.nat@free.fr](mailto:snca.nat@free.fr)  
[www.snca-nat.fr](http://www.snca-nat.fr)

**Xavier DARCOS**  
**Ministre**  
**de l'Éducation Nationale**  
**110, rue de Grenelle**  
**75007 PARIS**

**Réf. :**

**Objet : BEP et bac pro 3**

Monsieur le Ministre,

Comme vous le savez, le SNCA e.i.L. Convergence désapprouve la suppression des BEP sacrifiés à un baccalauréat professionnel en 3 ans dont le moins que l'on puisse dire est qu'il ne sera guère professionnalisant, à la différence de celui qui est défini par le décret n° 95-663 du 9 mai 1995.

Vous savez très bien que la suppression des BEP va fortement défavoriser les jeunes filles et les jeunes gens des milieux modestes pour lesquels l'obtention d'un diplôme qualifiant de niveau V, reconnu sur le marché du travail par la majorité des branches professionnelles, est le seul véritable atout que leur donne l'École.

Ils ne s'y sont pas trompés, d'ailleurs, comme l'atteste la motion dont je joins la copie et qui circule dans les lycées professionnels de Paris.

L'obligation scolaire qu'impose la République est à double sens. Les familles qui vivent sur le territoire national doivent scolariser leurs enfants sous peine de se mettre hors la loi. Mais l'État, en charge d'exercer la souveraineté de la République, a, en contrepartie, l'obligation de donner à tous ces enfants et adolescents accès à l'École qui les instruit, les éduque, les forme et les qualifie.

Les impératifs comptables de la LOLF qui suppriment les postes d'enseignants par milliers, détruisent aussi, et cela est au plus haut point scandaleux, les diplômes nationaux dont les plus humbles ont justement le plus besoin. La République ni son École ne sont des « entreprises » relevant de la logique capitaliste : il serait temps que les pouvoirs publics le comprennent.

Avec l'expression de ma détermination et celle du SNCA e.i.L. Convergence à combattre une politique qui fait si peu de cas des exigences vitales des plus pauvres en matière éducative, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, celle de mon respect.

Paris, le 26 mars 2008

Françoise Roche  
Secrétaire générale

PJ- Motion des élèves des LP parisiens